



DECLARATION LIMINAIRE

CDEN du 4 juillet 2019

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres de ce CDEN,

La question d'entrée est bien celle des moyens dont vous disposez Monsieur le Directeur Académique. Cet épisode de carte scolaire serait facilité si le gouvernement avait prévu d'accompagner en moyens à la hauteur les mesures phares pour l'opinion publique.

La communauté éducative nous a remonté des situations qui demandent à être regardées de près. Quand les effectifs moyens de maternelle dépassent les 30 par classe, il est indispensable de permettre une meilleure répartition en ouvrant une classe.

Le dédoublement systématique en CP et CE1 dans les écoles REP et REP+ fait grimper les effectifs des autres niveaux de ces mêmes écoles. Ce n'est pas tolérable. La moyenne par classe dans les niveaux de CE2, CM1 et CM2 ne peut permettre une aide aux élèves les plus en difficulté. Nous souhaitons, à l'UNSA Éducation, que des mesures concrètes soient prises pour ne pas surcharger ces niveaux.

Par ailleurs, les annonces du Président de la République pour ce qui concerne les taux d'encadrement à la rentrée 2020 d'une part pour les grandes sections de maternelle, et à l'horizon 2022 d'autre part pour toutes les GS, CP et CE1 de notre pays nous laissent dubitatifs. En effet, comment aboutir à ces taux alors qu'aucun plan de recrutement massif d'enseignants n'est envisagé dans un avenir proche ?

Pour le SE-Unsa et l'Unsa Education, la demande est simple : 24 par classe en milieu ordinaire et 20 dans toutes les classes des territoires les plus fragiles.

C'est la nation toute entière, par le vote de ses représentants qui doit s'en donner les moyens !

En mars, Monsieur le Directeur Académique, vous nous avez annoncé que vous porteriez une attention toute particulière aux écoles qui ne sont pas estampillées « Education Prioritaire » mais que vous et nous considérons malgré tout en difficultés. Rappelez-vous que 75% des élèves en difficultés ne sont pas en REP ou REP+...

Depuis, un scrutin a eu lieu dans notre pays. Il a placé en tête le Rassemblement National pour diverses raisons qu'il ne nous appartient pas de commenter ici. Dans nombre de communes de notre département, les scores que ce parti d'extrême droite a obtenus ont un caractère effrayant. Il nous appartient collectivement de les

prendre en considération notamment quand ils traduisent un sentiment d'abandon de la population par les services publics que l'état met à sa disposition. Parmi ces services publics, l'Ecole tient une place particulièrement importante.

L'exercice que vous allez devoir mener est donc éminemment politique. Il convient de rassurer ces populations en leur donnant des moyens à hauteur de leurs besoins en matière éducative.

Cet exercice n'est certes pas le plus aisé mais nous attendons à l'UNSA Éducation des avancées qui permettent aux équipes de retrouver confiance en notre institution à la veille des congés scolaires.

Enfin, nous vivons ce soir la séance de repli du CDEN. Les personnels ont été plongés dans une attente insoutenable quant à la situation de leur école et de leur poste.

Tout ce stress aurait pu être évité si chaque membre de ce CDEN avait mesuré l'impact de son absence.

Que dire d'une organisation syndicale qui n'est présente qu'à 1 représentant sur les 5 sièges détenus ?

Que dire des parents d'élèves représentés par 2 membres sur les 6 possibles ?

Que dire des élus absents dans leur très large majorité ?

Siéger dans une instance qui traite de la carte scolaire, sujet ô combien sensible, impose des règles.

Nous espérons ne jamais revivre cela.